

VIDÉO-CONFÉRENCE DE L'INTERGROUPES DU PARLEMENT EUROPÉEN POUR LE SAHARA-OCCIDENTAL

Bruxelles bouge les lignes au Sahara occidental occupé

Plusieurs euro-députés dont ceux de l'inter-groupes de solidarité avec le peuple sahraoui étaient, présents, hier au siège du Parlement européen (PE) à Bruxelles pour une vidéo-conférence.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Cette initiative entre dans le cadre de la semaine d'action et de rencontres qui ont eu lieu, tout au long de cette semaine, dans la capitale européenne et ce, en soutien et pour entendre les associations et défenseurs des droits de l'Homme des territoires occupés par le Maroc et ceux qui ont assisté au procès de Gdeim Izik qui a vu 24 militants pour l'indépendance du Sahara occidental jugés sommairement et condamnés lourdement par un tribunal militaire à Rabat.

Les euro-députés parmi eux Robert Neuser (Groupe des sociaux-démocrates allemands SPD), président du mouvement parlementaire européen, «paix pour le peuple sahraoui», Willy Meyer (Espagne-Gauche-Unitaire), Isabelle Lovin (Suède-Verts) et Ivo Vaigl (Libéral-Slovénie, ex-ministre des Affaires étrangères) ont informé leurs collègues de la grave situation des droits de l'Homme au Sahara occidental sous occupation marocaine. Il faut aussi rappeler leur «condamnation» et leur «colère» par rapport au refoulement de quatre de leurs collègues de l'aéroport de Casablanca alors qu'ils devaient se rendre à Layoune (capitale du Sahara occidental occupé) pour rencontrer des militants des droits de l'Homme sahraouis, des ONG, des représentants

de la société civile et des personnalités qui comptent dans ces territoires, y compris, les «autorités représentant l'ordre colonial marocain».

Dans la salle, on pouvait noter la présence de GEMMA Arbesù, avocate espagnole, défenseur des droits de l'Homme, Anès Anna Miranda, îles Canaries, (barreau de Las Palmas), ainsi que France Veil, avocate (barreau de Paris). Les trois femmes reviennent toutes de Rabat et ont assisté au procès de la honte, celui du «droit colonial marocain», Gdeim Izik. Elles ont fait un sévère rapport sur le fond et sur la forme de la justice expéditive, inhumaine et ... hors-la-loi marocaine face aux Sahraouis, face au fait indépendantiste sahraoui. Ghaliya Djimi, secrétaire générale de l'Association des violations des droits de l'Homme au Sahara occidental, et Mohamed Salem Lakehel, membre du collectif des droits de l'Homme au SO qui compte en son sein Aminatou Haider (CODESA) qui arrivant des territoires occupés et allant à Bruxelles depuis quelques jours assistaient, également, à la vidéo-conférence.

Lors de leur séjour, ici, les défenseurs des droits de l'homme sahraouis ainsi que les avocats français, espagnols et les autres qui ont fait «Gdeim Izik» ont été reçus à différents niveaux du Parlement et de la Commission européens. La délégation a pu s'entretenir avec Antonio Panzeri, délégation Maghreb au Parlement européen (PE),



Photo : D.R

Le procès Gdeim Izik revient sur le devant de la scène.

des représentants des commissions «droits de l'Homme» et «pêche» de l'Union européenne. Les Sahraouis et leurs amis européens ont été reçus, également, par les différents groupes parlementaires à Strasbourg et à Bruxelles. Quatre points ont été éludés, particulièrement le procès de Gdeim Izik, l'expulsion des eurodéputés du Maroc, la situation des droits de l'Homme et les accords de pêche UE-Maroc. Une large majorité d'eurodéputés et de nombreuses voix au sein même des Etats européens (Suède et autres nordiques) s'élèvent pour dire l'illégalité d'englober la façade atlantique sahraouie dans le traité de pêche avec le

Maroc.

Territoires non-autonomes relevant de la doctrine des Nations Unies en matière de décolonisation, le Sahara occidental doit, de ce fait, être exclu de l'accord de pêche ou de tout autre accord que l'UE signe ou aura à signer avec le Maroc. Ce dernier pays n'a aucun mandat pour négocier à la place des Sahraouis. Même le statut d'ex-puissance occupante ne lui a pas été accordé par l'ONU, cette prérogative a été dévolue à l'Espagne. Les Etats-Unis avaient exclu, rappelés-le, le Sahara occidental de la zone de libre-échange qu'ils ont instituée avec le Maroc.

Washington estimant que tant qu'un référendum d'autodétermination n'a pas eu lieu, il ne revenait à personne de concocter des traités au nom des populations sahraouies. Position juste et conforme au droit international. Les Européens suivront-ils l'exemple américain ? Il y a des frémissements en ce sens, des évolutions palpables sont ressenties à ce niveau. Signes avant-coureurs : le Parlement suédois demande solennellement à son gouvernement de reconnaître la République sahraouie, la RASD. Les manifestations et signes de soutien au peuple sahraoui coïncident avec la tournée de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental.Christopher Ross inscrit sa mission dans le cadre du respect du principe de l'autodétermination du peuple sahraoui. Le Maroc n'aime pas ça, mais c'est ainsi. L'Histoire, notamment, celle de la décolonisation, est un éternel recommencement.

A. M.

CENTRAFRIQUE

Les rebelles foncent sur Bangui

Les rebelles centrafricains du Séléka ont forcé hier à la mi-journée le dernier verrou sur la route de Bangui, annonçant leur intention d'entrer dans la capitale centrafricaine où ils ont appelé les populations «au calme».

«Nos troupes viennent de prendre Damara», barrage tenu par les troupes de la force africaine à 75 km au nord de Bangui, a déclaré à l'AFP depuis Paris l'un des porte-parole du Séléka, Eric Massi.

«Nous appelons tout le monde, civils et militaires, au calme en attendant l'arrivée de nos troupes à Bangui, afin d'éviter des combats inutiles», a poursuivi M. Massi.

«Il y a eu des tirs sans faire de blessés, les rebelles ont forcé le barrage (de Damara) et sont passés» vers 12h (11h GMT) locales, a expliqué une source au sein de la Force militaire des Etats d'Afrique centrale (Fomac), dont les hommes étaient positionnés sur ce barrage.

«Ils sont sur la route de Bangui. Nous sommes en alerte maximum», selon cette même source.

L'annonce de la nouvelle s'est immédiatement répandue dans Bangui. «Tout le monde rentre chez soi. Les élèves ont été libérés des cours, on va attendre. On est inquiets», a témoigné

une commerçante sous couvert d'anonymat.

Au port de Bangui, des «centaines de gens» tentaient de traverser le fleuve Oubangui pour rallier la République démocratique du Congo (RDC) voisine, à bord des pirogues qui font régulièrement la navette, selon un piroguier sur place. La localité de Damara était considérée par la Communauté économique et monétaire des Etats d'Afrique centrale (Cemac), qui fournit les troupes de la Fomac) comme «la ligne rouge» à ne pas franchir pour les rebelles du Séléka.

Ce barrage était tenu par des soldats tchadiens et gabonais, selon cette source au sein de la force africaine, qui n'a pas précisé leur nombre.

Plusieurs barrages de l'armée (Faca) et de la gendarmerie centrafricaine sont installés sur la route menant de Damara à Bangui. Mais ces forces centrafricaines sont notoirement mal équipées et peu efficaces, et avaient été balayées lors de la précédente offensive du Séléka en janvier plus au nord du pays.

Des troupes sud-africaines, appelées par le président François Bozizé dans le cadre d'un accord de défense, sont positionnées au nord de la capitale, près du «PK 12» (point kilométrique 12) qui est la véritable porte d'entrée de

la ville. Il reste à savoir quelle sera l'attitude de ces troupes bien équipées face aux rebelles.

Quelque 250 soldats français se trouvent actuellement à Bangui, dans la zone de l'aéroport, situé au nord de la ville. Mais lors de la précédente offensive rebelle en janvier dernier, le président français François Hollande avait précisé qu'ils n'étaient là que pour défendre les «ressortissants et intérêts français».

La Fomac, constituée de Tchadiens, Gabonais, Camerounais et Congolais (Brazzaville) compte environ 500 soldats.

En janvier, le général Jean-Félix Akaga, le commandant gabonais de cette force, s'était montré ferme devant le franchissement de Damara, dernier verrou avant Bangui.

«Si les rebelles attaquent Damara, c'est une déclaration de guerre, cela veut dire qu'ils ont pris la résolution d'engager les 10 Etats d'Afrique centrale. Je ne pense pas sincèrement qu'ils en arriveront là», déclarait alors ce haut-gradé.

Dimanche, la rébellion du Séléka avait donné 72 heures au pouvoir pour respecter les accords de Libreville, signés le 11 janvier dernier, et d'autres revendications restées lettre morte, selon elle.

Parmi les points d'achoppement figurent la libération de prisonniers politiques, la présence des troupes sud-africaines et ougandaises dans le pays et l'intégration des combattants Séléka dans l'armée.

Mercredi soir, le président Bozizé a signé deux décrets portant sur ces revendications, et a notamment fait libérer «tous les prisonniers politiques et de guerre mentionnés dans les accords de Libreville.»

Toutefois, le colonel Djouma Narkoyo, importante figure de la rébellion, avait estimé insuffisant le geste du chef de l'Etat. Parallèlement à l'offensive sur Bangui, la rébellion a mené vendredi une offensive sur Bossangoa, importante ville de 40 000 habitants dans le nord-ouest du pays. Une source militaire a fait état de combats : «Une attaque de la rébellion contre la ville de Bossangoa est en cours, il est difficile de savoir ce qui se passe exactement parce que les liaisons téléphoniques viennent d'être coupées.»

Selon le Séléka, les rebelles ont pris le contrôle de Bossangoa en début de matinée : «Il y a eu très peu de combats puisque les Faca étaient déjà parties. La prise de la ville n'a pris que 15 minutes, et nous sommes actuellement en train de la sécuriser», a affirmé M. Massi.

Lutte contre la pauvreté et dialogue avec l'Islam, priorités du pape

Le pape François a axé hier vendredi son premier discours devant les diplomates au Vatican sur la lutte contre «la pauvreté matérielle et spirituelle» et le dialogue avec les autres religions, en particulier l'Islam.

Devant les représentants de quelque 180 pays accrédités auprès du Saint-Siège, le premier pape argentin de l'histoire n'a pas prononcé une seule fois le mot guerre et ne s'est pas aventuré sur le terrain des conflits en cours, mais s'est défini «comme un constructeur de ponts».

«Lutter contre la pauvreté soit matérielle, soit spirituelle ; édifier la paix et construire des ponts. Ce sont comme les points de référence d'un chemin auquel je désire inviter à prendre part chacun des pays que vous représentez», a-t-il plaidé.

Il a amicalement salué chacun des diplomates, prenant du temps pour chacun, regardant avec attention les cadeaux qu'ils apportaient ou bénissant des images pieuses.

Des représentants de l'Afghanistan et de l'Arabie saoudite, pays avec lesquels le Saint-Siège n'entretient pas de relations diplomatiques, étaient présents. Dans un discours très franciscain,

le premier pape jésuite a fait référence à trois reprises au «Poverello» d'Assise : «Une des premières raisons pour lesquelles j'ai choisi mon nom est l'amour que François avait pour les pauvres». Il a invité les Etats à reconnaître «l'œuvre généreuse des chrétiens» engagés pour alléger la pauvreté matérielle.

«J'ajoute une autre raison de mon nom. François d'Assise nous dit : travaillez pour construire la paix ! Mais il n'y a pas de véritable paix sans vérité ! La paix ne peut pas être véritable si chacun peut revendiquer toujours et seulement son droit personnel, sans avoir le souci en même temps du bien des autres», a-t-il insisté, fustigeant la «pauvreté spirituelle de nos jours, qui concerne gravement aussi les pays considérés comme plus riches».

Il reprenait ainsi à son compte un thème cher à son prédécesseur, «le cher et vénéré Benoît XVI», qui condamnait régulièrement «la dictature

du relativisme» dans les sociétés occidentales. Dix jours après son élection, François va le rencontrer aujourd'hui samedi dans la résidence d'été de Castel Gandolfo, première rencontre historique entre deux papes, l'un émerite, l'autre en exercice. François a cité à une troisième reprise le Saint d'Assise dans un appel fort à la défense de la nature, plaidant pour «un profond respect pour toute la création, pour la sauvegarde de notre environnement, que trop souvent (...) nous exploitons avec avidité au détriment l'un de l'autre». Le pape argentin s'est défini comme un «constructeur de ponts», y compris en raison de ses «origines italiennes» qui lui ont appris «le dialogue entre les cultures».

Parmi les liens à renforcer, il a cité «le dialogue entre les différentes religions». «Je pense surtout au dialogue avec l'Islam», et aussi «la rencontre avec les non-croyants», a-t-il précisé. L'université égyptienne d'Al-Azhar a envoyé récemment un communiqué de quatre lignes, dans lequel l'imam Ahmed Al-Tayyeb présente ses vœux

au nouveau pape, souhaitant que soient partagées des «valeurs communes» et que s'ouvre une «époque positive». Le pontificat de Benoît XVI avait été marqué par la défiance des musulmans après le discours de Ratisbonne de 2006 où le pape allemand avait semblé assimiler violence et islam. Quant au dialogue avec les non-croyants, il avait été encouragé par Benoît XVI dans les rencontres du «parvis des Gentils».

Ce discours dans le cadre solennel de la Salle royale au Vatican a été marqué par une nouvelle innovation : l'ancien cardinal argentin Jorge Bergoglio a parlé en italien, délaissant le français, langue diplomatique. Le pape, qui réside toujours à la maison Sainte-Marthe au Vatican, poursuit sur sa lancée franciscaine, avec de nouveaux gestes d'humilité, en contraste saisissant avec les us et coutumes : il a célébré dans la chapelle une messe pour les employés du petit Etat —éboueurs, jardiniers...—, et a été vu en prière, assis sur un banc, derrière les fidèles avant le début de la célébration.

Heurts entre manifestants et islamistes en banlieue du Caire

Des heurts ont opposé hier vendredi en banlieue du Caire des manifestants de l'opposition à des membres des Frères musulmans près du siège de la confrérie islamiste.

Les deux groupes se sont jetés des pierres près du bâtiment. La police, déployée devant les locaux en prévision de la manifestation, n'est pas encore intervenue.

Des centaines d'autres manifestants étaient en route vers la colline du Moqattam, où se trouve le siège des Frères musulmans, selon des images en direct de la télévision.

Des militants de l'opposition, y compris des membres des Black Bloc, un groupe hostile aux islamistes, qui manifeste le visage cagoulé, avaient appelé à ce rassemblement. Les opposants accusent les islamistes, dont est issu le président Mohamed Morsi, de chercher à monopoliser le pouvoir et d'avoir trahi la «révolution».

Après le palais présidentiel, c'est le siège de la confrérie qui est devenu la cible de la colère de ces manifestants, pour qui il est le véritable centre de la prise de décision.

Dimanche dernier, des heurts avaient eu lieu devant le siège entre la police anti-émeutes et des manifestants hostiles au président et à la mouvance islamiste.

Le secrétaire général des Frères musulmans, Mahmoud Hussein, a assuré qu'ils protégeraient leur propriété «avec tout ce qu'ils ont».

Des centaines des membres de la confrérie des Frères musulmans s'étaient postés dans la matinée devant le bâtiment. La confrérie a affrété des cars pour transporter ses adhérents jusqu'à son siège.

La police a dressé un cordon de sécurité, derrière lequel les Frères musulmans se sont retranchés quelques heures avant la manifestation.

La confrérie a vu une trentaine de ses locaux à travers le pays attaqués depuis l'élection présidentielle de juin 2012, qui a vu la victoire de son candidat, Mohamed Morsi, aujourd'hui confronté à une forte vague de mécontentement.